



Maison de l'Europe de Paris

JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Mardi 8 janvier 2008

*« L'Europe, le monde et la mondialisation
à l'aube de 2008 »*

par Jean-Pierre GOUZY

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris
Président d'honneur de l'Association
des Journalistes Européens

L'année 2008 sera l'année des élections présidentielles Américaines. Le coup d'envoi des primaires pour celui ou celle qui l'emportera en novembre vient de nous le rappeler. Ainsi, nous avons appris à nous familiariser, au moins momentanément, avec des personnages entièrement nouveaux pour les européens, tels Barak Obama, le nouveau candidat noir du parti démocrate qui vient de l'emporter dans l'Iowa.

L'année 2008 sera aussi celle des élections présidentielles russes, mais là les jeux sont déjà faits et les dés parfaitement pipés, puisque grand vainqueur des récentes législatives, Vladimir Poutine présentera à sa propre succession Dimitri Medvedev, autre nom à retenir, actuel Vice-président, 42 ans. Ne pouvant briguer un troisième mandat, Vladimir se ferait alors nommer premier ministre et serait aussi pressenti pour prendre la tête du Conseil d'administration du géant gazier Gazprom, aujourd'hui entre les mains de Dimitri. Le scrutin présidentiel est prévu le 2 mars. En quelque sorte, Poutine sera « futur Richelieu ». Vladimir et Dimitri, dans le contexte russe actuel, forment un excellent « ticket ». Garry Kasparov a jeté l'éponge. Curieusement, parmi les candidats qui ont pu, selon la nouvelle loi électorale, rassembler un Comité d'initiative de 500 personnalités appelées à présenter une liste de 2 millions de signatures de soutien, on trouve un certain Andreï Bogdanov, candidat d'un tout petit « parti démocratique » qui fait campagne pour l'intégration de la Russie à l'Union européenne.

Signe des temps, nous sommes dans un monde où les quasi certitudes n'ont plus de sens. Mais, il y en a pour tous les goûts et tous les genres. Ainsi, Islam Karimov qui gouverne d'une poigne de fer l'Ouzbekistan depuis 18 ans s'est fait réélire président le 23 décembre. En 1998, il s'était fait nommer par décret « descendant de Tamerlan ». Vainqueur d'une élection « pluraliste », ses trois adversaires soutenaient néanmoins la réélection du président sortant.

Enfin, toujours en guise de préambule, nous avons été un peu surpris d'apprendre que la Libye présiderait le Conseil de Sécurité en janvier. Par un hasard du protocole, paraît-il, bien que nul aujourd'hui ne conteste plus la participation du pays de Kadhafi au Conseil de sécurité des Nations Unies. Lockerbie, c'est du passé !!!

Tournons-nous maintenant vers le vaste monde, en commençant par la zone conflictuelle qui continue à dominer l'actualité mondiale, sans oublier qu'il en existe bien d'autres, par exemple quand on évoque le Venezuela de Chavez, la Colombie des FARC et d'Alvaro Uribe dont elles exigent le départ tout en faisant copieusement monter les enchères à propos d'Ingrid Betancourt ou d'autres personnes qu'elles détiennent.

► **LA POUDRIERE ORIENTALE**

Il existe, en effet, une poudrière orientale : où commence-t-elle et où finit-elle ? Même si on dispose d'une chaîne d'arpenteur conforme aux normes et de solides connaissances géostratégiques, il est très difficile de répondre à cette question. Les références à l'Empire romain d'Orient ; celui de Darius ou encore d'Alexandre sont elles-mêmes arbitraires.

Une seule certitude : « l'Orient » comprend le Proche-Orient *stricto sensu*, avec la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël, Palestine et Jordanie. Le Moyen-Orient inclut l'Irak, l'Iran jusqu'aux confins afghano-Pakistanaï, ainsi que les pays de la péninsule arabique : l'Arabie saoudite, les petits Etats du Golfe : (Koweït, Bahreïn, Qatar, les Emirats arabes, Oman), puis

le Yémen. Et, il se trouve, comme nous le savons tous, que les plus grandes richesses pétrolières du monde se trouvent dans la zone du golfe arabo-persique.

Il existe cependant une définition récente du « grand Moyen-Orient » qui, telle qu'elle a été appréhendée par les stratèges du Pentagone et les forts en thème du Département d'Etat, qualifie ainsi l'ensemble des territoires qui vont de l'Océan atlantique, à travers le Maghreb, la Libye, l'Egypte, le Soudan, aux pays de la corne de l'Afrique, pour aboutir un peu au-delà du fleuve Indus, au Pakistan.

C'est un fait que cette vaste zone stratégique est celle qui, de nos jours, cause le plus de soucis aux mentors de la paix mondiale.

Commençons par la Turquie. Puisque, à tout seigneur, tout honneur, elle est le seul pays du « grand Moyen-orient » à appartenir à l'OTAN et à vouloir rejoindre aujourd'hui l'Union européenne.

LA TURQUIE

Ce n'est pas rien ! En effet, avec ses 70 millions d'habitants (estimation) qui auront fait des petits à hauteur de 88 millions, en 2025, parmi lesquels plusieurs millions de Kurdes dont l'aile extrémiste est en guerre ouverte avec le gouvernement d'Ankara, ce grand pays à 97 % musulman, contrôle l'entrée du Bosphore, avec Istanbul métropole géante de dix millions d'habitants, qui étale sa splendeur sur la Corne d'or.

L'automne dernier a vu rebondir une fois de plus, le problème kurde, avec l'assaut du PKK contre un convoi militaire aux abords de la frontière irakienne : 32 tués du côté kurde, mais 12 aussi côté militaire turc, sans parler de 8 soldats turcs pris en otage. La rébellion kurde a, en effet, ses bases arrières dans les monts Kendil en Irak, redoutable forteresse naturelle, à laquelle l'armée turque pourrait envisager de donner l'assaut ; mais certainement pas l'hiver et en outre les Kurdes irakiens qui ont obtenu leur quasi indépendance en aidant Bush à se débarrasser de Saddam Hussein, s'opposent à cette opération punitive d'Ankara sur leur territoire. La seule chose que Bush ait pu obtenir de ses amis kurdes irakiens, c'est qu'ils remettent les soldats turcs faits prisonniers aux forces US d'Irak. Les turcs n'ont donc pas lancé une opération militaire d'envergure, mais ils ont, à diverses reprises, et notamment début décembre, mené des opérations dans le nord de l'Irak. Le PKK a réagi, à son tour, le 3 janvier, en faisant exploser un véhicule militaire à Diyarbakir, principale ville de la Turquie orientale, tuant 5 personnes et en blessant 70 autres.

On doit suivre avec la plus grande attention le déroulement possible des événements dans cette partie du Moyen-Orient. Par ailleurs, le fait d'être kurde ne justifie pas que la justice turque puisse interdire le seul parti kurde légal « Parti pour une société démocratique » dont 20 candidats ont été élus normalement le 22 juillet dernier, à l'occasion des élections législatives. On ne peut pas, en même temps, chercher à frapper la représentation légale d'une minorité dès lors qu'elle respecte la loi et une faction insurrectionnelle de cette même minorité linguistique dont le moyen d'expression favori reste la bombe.

■LE LIBAN

L'impasse politique consécutive à la guerre entre le Hezbollah (parti chiite des « fous de Dieu ») et Israël ne s'est pas atténuée. Après les six ministres chiites qui ont abandonné le gouvernement de Beyrouth ; l'assassinat de Pierre Gémayel, ministre de l'industrie et, par ailleurs, membre des phalanges anti-syriennes en novembre 2006 ; l'assassinat du député anti-syrien Walid Edo, le 13 juin dernier, le processus de réélection du président de la république, dont le mandat est arrivé à expiration le 23 novembre 2007, est apparu quasiment insoluble. Pour l'heure, le Liban n'a plus de chef d'état.

Dans la ville de Beyrouth quadrillée par l'armée, les députés de la majorité – collectivement logés dans l'hôtel Phoenicia – se rendent régulièrement à bord de voitures blindées au Parlement pour tenter de trouver un successeur potentiel à Emile Lahoud. Précisément, un seul personnage paraît en mesure de rallier les suffrages nécessaires : le chef de l'armée libanaise, Michel Sleimane, parce qu'il est jugé « acceptable » par les Syriens.

Tout s'est à nouveau détérioré quand, le 12 décembre, l'adjoint pour les opérations militaires du général Sleimane, le général François Haji a été victime, à son tour, d'un attentat à la voiture piégée. C'est le premier militaire de haut rang visé par les tueurs pro-syriens ; cet attentat fait suite à 16 autres ayant atteint des personnalités civiles dont la plus connue était Rafic Hariri – ancien premier ministre libanais.

Pour la Syrie, le Liban reste un protectorat. Celui qui gouverne à Beyrouth doit avoir la confiance de Damas. Mais pour tenter de comprendre ce qui se passe politiquement à Beyrouth, il faut garder présent à l'esprit, le fait que le pays du cèdre se définit par des structures religieuses avec ses 17 communautés dont 11 chrétiennes et parmi les chrétiennes, celles qui sont rattachées à Rome, comme les Grecs melkites et les Chaldéens, et parmi les autres : l'église évangélique presbytérienne, les Nestoriens.

Enfin, dernier élément de la complexité locale : la présence militaire, maintenue au Sud Liban, du Hezbollah chiite, face à Israël malgré la présence de la FINUL. L'organisation militaire chiite est soutenue par l'Iran également chiite, avec le concours des Syriens qui favorisent les transits d'armements.

■ISRAEL - PALESTINE

C'est le couple infernal du Proche-Orient ; les erreurs arabes ont initié les crises qui ont suivi.

Le 29 novembre 1947, l'ONU annonçait le partage de la Palestine jusqu'alors placée sous mandat britannique, le pays devant être attribué à deux pays indépendants.

En mai 1948, le Conseil national juif proclamait l'indépendance. Les Etats-Unis et l'URSS – les deux grandes puissances dont les oppositions dominaient la planète de l'après-deuxième guerre mondiale – confirmèrent leur accord. Par contre, les armées égyptienne, syrienne, libanaise et transjordanienne déclenchèrent des opérations militaires contre Israël

qui se retournèrent contre elles une quinzaine de mois plus tard. Résultat : des centaines de milliers d'arabes expulsés des territoires pris en mains par Israël.

L'OLP fut créée sur ces entrefaites avec l'appui des peuples arabes et sous l'impulsion de l'égyptien Abdel Nasser dont la stature marqua l'histoire de l'Égypte et de la région après la deuxième guerre mondiale. Yasser Arafat, leader du Fatah, fut chargé de la direction de l'OLP, après la désastreuse guerre des Six jours menée par le nouvel Etat hébreu (en juin 1967), occupant la Cisjordanie, Jérusalem-est, la bande de Gaza, le plateau du Golan qui appartenait à la Syrie.

La tentative égyptienne et syrienne de la guerre du Kippour, en octobre 1973, a échoué à son tour.

Le président américain, Jimmy Carter, obtint en 1978 des accords de paix entre Israël et l'Égypte, mais une « partie de ces accords prévoyant une large autonomie palestinienne » a débouché sur un nouvel échec.

En décembre 1987, commença la « guerre des pierres » (l'Intifada en arabe) qui va finir par ébranler les territoires occupés par Israël et se poursuivre jusqu'au moment où Israël et l'OLP se mettront enfin d'accord pour signer une déclaration d'autonomie de principe des territoires occupés et sur la création consécutive d'une Autorité palestinienne.

Mais surtout, un réel espoir de paix gagna la communauté internationale quand on apprit – après six mois de négociations qui se déroulèrent sous l'égide des Norvégiens à Oslo – qu'Israël et l'OLP venaient de signer un accord de reconnaissance mutuelle. Symboles de cet accord, Arafat et Rabin se serrant la main à Washington, tandis que Bill Clinton leur donnait l'accolade.

Elu Président de l'Autorité palestinienne, Arafat se heurtera le 20 janvier 1996 à la contestation grandissante du Hamas islamiste. Quant à Rabin, il avait été assassiné l'année précédente.

Puis, éclatera la deuxième Intifada qui développera toute son ampleur après la fameuse visite d'Ariel Sharon, le 28 septembre 2000, à l'esplanade des mosquées à Jérusalem.

Il fallut attendre le « sommet » d'Akaba, sur la Mer rouge, le 4 juin 2003, entre l'ONU, la Russie, l'Union européenne pour tenter d'imposer aux parties une « feuille de route » qui était, en fait, un plan de paix destiné à aboutir à la création d'un Etat palestinien en 2005.

Près de trois années se sont écoulées et aucun accord de paix n'est en vue. La prétendue « communauté internationale », ballottée par des aspirations contradictoires, a été incapable d'imposer aux parties le moindre processus de rapprochement.

Depuis le décès de Yasser Arafat, le 11 novembre 2004, Mahmoud Abbas lui a succédé à la tête de l'OLP et de l'Autorité palestinienne mais il n'a pas pu empêcher une nouvelle détérioration de la situation. L'évacuation de la bande de Gaza par Israël, à l'instigation d'Ariel Sharon, a abouti au transfert de l'autorité à Gaza entre les mains du Hamas, le 29 mars 2007, avec pour première conséquence de créer deux « Palestine » :

- l'une, la Cisjordanie sous l'autorité du Fatah ;

- l'autre, à Gaza, sous celle du Hamas, contribuant un peu plus à l'isolement de ce territoire et mettant fin à la tentative de gouvernement palestinien d'union que l'Arabie saoudite avait « fraternellement » imposé lors d'un accord Fatah/Hamas conclu à la Mecque en février 2003, à l'instigation du Roi Abdallah.

Résultat de cette évolution régressive : la bande de Gaza et, partiellement, la Cisjordanie ne peuvent espérer survivre qu'avec le concours de la société internationale et, en particulier, de l'Union européenne. Le peuple palestinien qui est considéré comme l'un des peuples les plus avancés du monde arabe est réduit à une société d'assistés. Le Fatah et le Hamas vivent une phase de haine : pour le troisième anniversaire de la mort d'Arafat, le Hamas a ouvert le feu à Gaza sur un rassemblement de foule le 12 novembre dernier, faisant 7 morts et 130 blessés.

D'autre part, malgré les accords et la « feuille de route » d'Akaba de 2003, les colonies israéliennes ont continué à se développer. Le nombre des colons est passé de 200 000 au début de la deuxième Intifada à 276 000 aujourd'hui. Comme le dit, avec une pointe d'humour noir, Youri Oppenheimer, secrétaire général de « la Paix maintenant » : « Si cela continue, il n'y aura plus d'Etat palestinien mais un Etat colon »....

Par ailleurs, comme l'a fait remarquer, dans « Le Monde » un enseignant à Sciences-po Paris et Paris Sorbonne, Serge Michailov, « toutes les analyses récentes mettent en évidence l'impact ravageur sur l'économie palestinienne des mesures de restriction apportées à la circulation, qui conduisent à la fragmentation d'une économie ». Ce bouclage explique que, de 1999 à 2006, le revenu par habitant se soit réduit de près d'un tiers, passant de 1 612 à 1 129 dollars. C'est donc désormais l'aide internationale et les transferts de la diaspora qui alimentent principalement une économie dont la base productive est en cours d'implosion.

Ajoutez à cela, au surplus, l'édification du Mur destiné à isoler totalement l'Etat hébreu de son environnement extérieur hostile et vous aurez un tableau d'ensemble actualisé de la détérioration palestino-israélienne avec un bémol cependant : l'étau sécuritaire actuel a eu pour résultat en 2007, la baisse des affrontements et de leurs victimes : 373 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes contre 657 en 2006. Par contre, 344 Palestiniens sont morts à la suite des combats entre le Hamas et le Fatah. Du côté israélien, 7 victimes civiles ont été « dénombrées », chiffre le plus bas depuis le début du siècle.

C'est dans ce contexte que la communauté internationale a emboîté le pas de Washington, quand George Bush a organisé le 26 novembre la conférence d'Annapolis, capitale du petit Maryland. Vaste rassemblement de 35 Etats (dont ceux de l'Union européenne, la Russie et la Chine). Cette conférence a visé à une relance de la négociation aboutissant à un Etat palestinien « avant le terme du mandat de George W. Bush ». Des promesses ont été faites : des négociations israélo-palestiniennes devraient s'engager à nouveau sans délai ; un « comité de suivi » composé des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie, des Nations Unies et autres, sera créé en janvier 2008 à Moscou, dans ce but.

Enfin, principale décision concrète : convoquer immédiatement une conférence des donateurs pour tenter une dernière fois de soutenir l'émergence d'un Etat palestinien viable à la fin de 2008. Quatre-vingt dix délégations se sont donné rendez-vous à cet effet avenue Kléber à Paris. L'Autorité palestinienne demandait au total 5,6 milliards de dollars d'aide. Elle a obtenu 7,4 milliards de promesses d'aide. C'est un succès inattendu (3,4 milliards de

dollars devraient être disponibles cette année). A elle seule, l'Union européenne interviendra pour 650 millions de dollars ; les Etats-Unis pour 555 ; l'Arabie saoudite, 500 ; la Grande-Bretagne, 490 ; l'Espagne, 360 ; la France, l'Allemagne, la Suède, le Canada, pour chacun 300 millions, etc...

En fait, tout dépend maintenant de la volonté palestinienne qui s'affirmera au cours de l'année 2008 si nous ne voulons pas qu'une fois de plus la nouvelle conférence ne joue le rôle d'un cautère sur une jambe de bois.

Jusqu'où George Bush est-il véritablement disposé à s'impliquer dans les négociations qui vont commencer ? L'Union européenne maintiendra-t-elle sa fragile cohésion pour aider au dénouement d'un des plus complexes sacs de nœuds que nous a légué notre propre histoire contemporaine ? Au-delà du bla-bla-bla et des bonnes intentions proclamées, nous sommes devant des problèmes qui requièrent des réponses précises :

- un tracé acceptable par les parties,
- un statut final de Jérusalem,
- la répartition de l'eau qui joue un rôle stratégique dans cette partie du monde,
- des compromis mutuellement acceptables sur la question des colonies de peuplement et celle des réfugiés palestiniens.

Je n'ai cessé de souligner la priorité politique et historique qui doit être apportée au règlement du conflit israélo-palestinien, pour une raison évidente : plus il durera, plus il se décomposera et entraînera dans son sillage l'ensemble du Proche et Moyen-Orient. C'est du pain béni pour tous ceux qui rêvent – à la manière d'Al Qaida – de nous conduire à un suicide global qu'ils confondent avec le salut éternel.

L'IRAK

L'Irak commence-t-il à émerger de l'abîme dans lequel l'intervention militaire américaine à laquelle s'est associé Tony Blair, l'a plongé le 20 mars 2003 ? C'est une question que l'on peut se poser aujourd'hui pour la première fois depuis bientôt cinq ans.

Malgré l'adoption, le 30 janvier 2005, d'une constitution irakienne favorable aux Kurdes (qui obtiennent l'autonomie) et aux Chiïtes (qui détiennent la majeure partie du pouvoir) ; malgré les premières élections dites « démocratiques » du 15 décembre de la même année ; l'investiture le 20 mai 2006 d'un gouvernement dont le premier ministre, Nouri Al-Maliki, symbolise la prééminence chiïte au pouvoir ; la pendaison de Saddam Hussein le 30 décembre suivant, la situation politique, militaire et sociale n'a cessé d'empirer en Irak jusqu'à l'été 2007. Raison pour laquelle George Bush a dû obtenir, non sans peine, du Congrès l'envoi de 21 500 soldats supplémentaires. Ce n'est guère que depuis la fin de l'été en question qu'une amélioration est perceptible sur le terrain. Bush n'a pas manqué d'annoncer, le 13 septembre, une première réduction des effectifs en Irak. Reprenant les recommandations du général Petraeus, actuel commandant en chef des forces alliées, cette réduction concernerait 5 300 hommes. Il resterait donc pour l'heure 130 000 militaires US entre le Tigre et l'Euphrate. Le contingent britannique, pour sa part, s'est retiré de Bassora,

la capitale du sud chiïte, port d'une importance vitale. Le contingent de sa Majesté qui comprenait 18 000 militaires en 2003 serait ramené à moins de 5 000 hommes en 2008.

De fait, Al Qaida ne contrôle plus vraiment aucun quartier de Bagdad. 67 000 miliciens sunnites ont été embauchés par les Américains pour jouer les supplétifs. Par deux fois d'ailleurs, dans la période récente, Oussama Ben Laden est intervenu auprès de ses « frères » sunnites :

- la première fois, c'était à l'occasion d'un message audio diffusé le 22 octobre 2007 ;
- la deuxième fois, c'était le 29 décembre par un autre message audio appelant les sunnites irakiens à se regrouper autour de leur nouvel « émir », un certain Abou Homar.

Le nombre des soldats américains tués en Irak au mois de décembre 2007 n'a pas dépassé 18, soit moitié moins qu'en novembre. Depuis le début de l'invasion en mars 2003, 3 898 militaires américains ont perdu la vie en Irak, sans parler de 24 000 mutilés. Néanmoins, chaque jour on doit rester vigilant : ainsi 30 personnes ont encore été tuées le 1^{er} janvier dans un seul attentat-suicide à Bagdad, alors que, pour la première fois, depuis le début de la guerre, une foule était réunie pour célébrer le Nouvel an en dansant et en chantant. Comme on le voit, malgré de bonnes nouvelles, la bête terroriste est sournoise et toujours là, prête à tuer.

■L'IRAN

L'Iran voisin sur lequel les « services secrets » ont les yeux braqués avec une acuité toute particulière est toujours fortement soupçonné de préparer l'arme atomique, tout en se défendant de ne vouloir expérimenter le nucléaire qu'à des fins civiles. C'est pourquoi, l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) a reçu mandat de l'ONU de suivre avec une attention particulière les activités suspectées.

Or, voici que – coup de théâtre ! – dans un rapport mondialement rendu public, les 16 agences américaines de renseignements ont annoncé le 3 décembre que Téhéran avait « gelé » son programme militaire nucléaire. Dans ce texte, on peut lire notamment : « Nous estimons avec un haut degré de certitude que Téhéran a interrompu son programme à l'automne 2003 ; nous continuons à estimer avec un degré moyen / à haut de certitude qu'à l'heure actuelle Téhéran ne possède pas d'arme nucléaire ». Cependant, « nous estimons avec un degré moyen de certitude que l'Iran paraît techniquement capable de produire de l'uranium hautement enrichi en quantité suffisante pour une arme nucléaire au cours de la période 2010 – 2015 ».

George Bush n'a d'ailleurs pas cherché à remettre en cause les conclusions du rapport et s'est borné à confirmer que, pour lui, l'Iran restait « un danger ».

La Russie et l'Iran ont conclu un accord sur les bases d'achèvement de la centrale nucléaire de Boucheh dont la finition avait été sans cesse retardée sous divers prétextes par les Russes

depuis 1994. Moscou a livré le 17 décembre dernier le premier lot d'uranium nécessaire au fonctionnement de la centrale.

M. Gholam Reza Aghazé a tenu à faire savoir que Téhéran disposait également d'une « centrale autochtone avec une capacité de 360 mégawatts, en construction dans le sud du pays, à Darkhoyen et que cette centrale avait également besoin de combustible ». Selon des plans établis, a précisé le même M. Aghaze sur la télévision d'Etat, « le combustible de cette centrale sera fourni par l'usine iranienne d'enrichissement d'uranium de Natanz ». Usine que les forces aériennes américaines et israéliennes ont dans le collimateur depuis plusieurs années. Le président iranien, Ahmadinejad, a claironné le 7 novembre que son pays avait atteint le cap des 3 000 centrifugeuses à Natanz. Etape « significative qui permet théoriquement d'obtenir suffisamment d'uranium hautement enrichi nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique en moins d'un an ».

Le sentiment qui se dégage en ce début d'année à propos du nucléaire iranien est celui d'un certain désarroi. Pourquoi la Maison Blanche a-t-elle décidé de publier le rapport des services de renseignements alors qu'elle aurait pu le classer, d'autant qu'un rapport analogue publié en 2005 avait abouti à des conclusions inverses, en concluant à la « poursuite » d'un programme iranien à finalité militaire ? L'option militaire contre l'Iran sera-t-elle abandonnée ? Que ferait le Congrès des Etats-Unis si la question lui était soumise ?

Engager un nouveau programme de sanctions dans ce contexte de doute sera pour le moins mal aisé. Toutes les parties concernées sont invitées à « entrer dans des négociations sans délai ». Nous n'en avons pas fini – loin de là – avec le poker iranien !

Dans cette crise, l'Union européenne a fait preuve d'une prudente circonspection, sans doute parce que les analyses ne sont pas les mêmes dans les diverses capitales et qu'il faut prendre son temps pour affirmer une position tant soit peu solide. Pour l'heure, nous devons nous contenter des résolutions des groupes politiques du Parlement européen, qui, imperturbablement, invitent le gouvernement iranien à cesser de réprimer la société civile, l'exhortent à respecter les droits des minorités religieuses ethniques. Sur 70 millions d'habitants, les descendants des Perses sont 52 % ; les Azéris, 24 ; les Kurdes, 7 et les petites minorités font le reste. Etat autoritaire théocratique, cœur du chiisme, l'Iran est un pays plus composite qu'on ne le perçoit généralement en Occident.

▪L'AFGHANISTAN

Immédiatement à l'est de l'Iran, les forces de l'OTAN sont en embuscade au pays Afghan. Toute la zone autour de Kaboul - région voisine de la dangereuse frontière pakistanaise - est bourrée de troupes américaines. Malgré cette présence, l'année 2007 aura été la plus meurtrière depuis 2001, année où le régime taliban fut chassé du pouvoir : plus de 6 000 morts dont 200 soldats de la coalition formée pour venger l'Amérique des attentats du 11 septembre et tenter de mettre la main sur leur instigateur Ben Laden et autres chefs hallucinés d'Al Qaida. En vain, jusqu'à maintenant !

Dans une interview du 21 décembre 2007, le ministre français de la défense a convenu que la situation en Afghanistan s'était dégradée en 2007 dans diverses régions, malgré la présence de 52 700 militaires de l'OTAN (dont 1 200 français), des forces autochtones dépendant du gouvernement anti-taliban d'Hamid Karzai. Un retrait des occidentaux d'Afghanistan aboutirait donc très rapidement à laisser tomber ce pays dans l'escarcelle de Ben Laden et de ses alliés, avec des conséquences directement négatives pour les voisins iraniens et pakistanais, déjà sur la sellette.

LE PAKISTAN

Enfin, avant de quitter l'Asie, nous devons jeter un coup d'œil sur une autre poudrière : la poudrière pakistanaise.

Depuis le début de l'automne 2007, le rythme des attentats-suicides imputés à des islamistes proches d'Al Qaida et des Talibans n'a cessé d'augmenter. Une dépêche publiée le 26 octobre faisait état de 30 personnes tuées dans le nord-ouest du pays. C'était le 23^{ème} attentat d'une série ayant entraîné la mort de 430 personnes en plus de trois mois.

D'Europe, on n'imagine pas à quel point le Pakistan est devenu un pays dangereux. Les attentats kamikazes s'y sont déroulés en novembre et décembre à un rythme jamais vu. Ainsi, le 21 novembre un attentat contre une mosquée faisait 50 tués ; le 24 contre le siège de l'Etat-major de l'armée à Rawalpindi, 35 tués.

Bénazir Bhutto, de retour de huit années d'exil, rentrant au Pakistan le 18 octobre a failli être tuée le jour même, lors d'une attaque de son convoi à Karachi. Par miracle, elle en a réchappé mais la bombe qui lui était destinée a fait 124 morts et 320 blessés. Ce n'était d'ailleurs qu'un répit puisque, entreprenant courageusement sa campagne électorale, elle a rencontré la mort lors de son premier meeting, l'éclat de la bombe tuant par la même occasion 20 personnes et en blessant 50 autres. Même si, comme certains l'ont écrit, il s'agissait d'une « égérie ambiguë d'un camp démocratique divisé », elle n'en a pas moins été, après des études à Harvard et à Oxford, la première femme élue à la tête d'une grande république islamique le 1^{er} décembre 1988 et ce, jusqu'au 6 août 1990. Par testament, elle a appelé son fils à lui succéder. Mais Bilawal n'a que 19 ans et c'est donc le mari de Bénazir qui va prendre en mains les rênes de son parti : le Parti Populaire Pakistanais (PPP).

Les élections prévues pour le 8 janvier 2008 auront lieu, comme on le sait, le 18 février. Les acteurs sont en place : quels sont-ils ?

- d'abord, le « clan Bhutto » du PPP ;
- ensuite, le général Musharaf qui a déblayé le terrain pour asseoir son propre pouvoir lors des élections présidentielles du 6 novembre 2007 ; suspendant la Cour suprême le même jour et troquant l'habit militaire pour un costume civil afin d'exercer le pouvoir présidentiel, après avoir nommé lui-même son successeur à la tête de l'armée pakistanaise.

Washington qui avait espéré un « ticket » Musharaf, président / Bénazir Bhutto, premier ministre, devra se contenter de Musharaf dont la relation avec les

services secrets de l'ISI (les meilleurs du grand Moyen-Orient avec les services syriens) est évidente. La talibanisation, notamment des zones tribales proches de l'Afghanistan jusqu'au district de Swat, au nord d'Islamabad, jointe à l'instabilité politique profonde du pays, fait que Washington manifeste une légitime inquiétude à propos de l'arsenal nucléaire censé être sous haute protection.

- Autre personnage appelé à jouer un rôle central, auto désigné le 30 décembre 2007, à la tête du PPP, Asif Ali Zardari, l'époux de Bénazir. Il incarne le libéralisme des classes aisées.
- Enfin, un dernier acteur de premier plan comptera dans la campagne électorale où son parti est également candidat : Nawar Sharif, leader de la Ligue musulmane qui a mené à l'indépendance le Pakistan en 1947. Nawar Sharif est le mortel adversaire de Musharraf.

Tel est le tableau. Affaire à suivre ! Vous me direz : « On ne voit pas très bien ce que viendrait faire l'Europe dans ce cirque dangereux ». Je réponds : « pas grand-chose puisque l'Europe politique n'existe pas ou si peu, mais ce qui se passe dans le monde, quand une puissance atomique comme le Pakistan est en voie de déstabilisation profonde, doit nous alerter.

► **L'AFRIQUE**

▪ La vague de troubles qui vient de l'Asie du sud et plus généralement du monde oriental balaie aujourd'hui plusieurs pays d'Afrique du Nord et n'épargne plus plusieurs contrées du continent noir, même si les causes en sont différentes. Alors que le Maroc et la Tunisie demeurent calmes, l'Algérie a été secouée par des attentats que provoquent les « Salafistes pour la prédication et le combat », aujourd'hui ralliés à Al Qaida, sous l'appellation « Al Qaida pour le Maghreb islamique ».

L'un des derniers en date, le 10 décembre, sur les hauteurs de la ville d'Alger et dans le quartier résidentiel, a fait 26 morts et 177 blessés. Une demi-douzaine d'autres attentats ont marqué l'année 2007, en Algérie et près de Batna en Kabylie.

▪ Au Darfour, gigantesque territoire soudanais, grand comme cinq fois la France, les ravages de la guerre locale se poursuivent. Ils affectent la sécurité de cet ancien sultanat qui, aujourd'hui, a besoin d'aide pour faire survivre ses 6 millions d'habitants. Une petite force africaine a été dépêchée là-bas pour tenter de protéger les populations noires contre les attaques rémanentes depuis 2003, soit de l'armée soudanaise, soit des Janjawids et milices liées au gouvernement islamique de Khartoum.

▪ Des problèmes similaires se posent au Tchad où la pénible affaire des tribulations de « l'arche de Zoé », avec la parodie de procès qui en fut la conséquence devant la Cour criminelle de N'Djamena a défrayé l'actualité au mois de décembre.

Dans le sud du Tchad, la rébellion armée d'une certaine « Union des forces pour la démocratie et le développement » (UFDD) se poursuit. Elle se veut en état de belligérance avec la France.

C'est dans ces confins Tchado-soudanais qu'on attend depuis des mois que quelques milliers de militaires européens se déploient (dont 1 350 français). En juillet 2007, le Conseil de Sécurité de l'ONU avait, en effet, prévu l'envoi de 26 000 casques bleus au Darfour. Cette force européenne (EUFOR) n'est toujours pas sur place, faute, dit-on, de moyens logistiques.

- La République centrafricaine voisine qui a de longues frontières tout aussi incontrôlables avec le Tchad, le Darfour et le Soudan, attend également le déploiement de l'Eufor, alors que, selon M. Bozizé, chef de l'Etat, s'exprimait à Bangui « il existe une menace venue du Darfour sous la poussée islamique ».

Ainsi va l'Afrique dont l'instabilité tend à glisser d'ouest en est, notamment vers cette « corne de l'Afrique » que personne ne contrôle, malgré l'installation d'une base militaire américaine à Djibouti. Ces contrées servent de refuge à tous les terrorismes de la création.

- Un gouvernement somalien dit « fédéral de transition » réside encore dans les ruines de la ville de Mogadiscio grâce au concours de l'armée éthiopienne qui est intervenue militairement en décembre 2006. Mais les forces des « tribunaux islamiques » mènent une guérilla quotidienne alentour.

- Pourtant l'Ethiopie a ses propres soucis : elle se prépare à une guerre avec l'Erythrée (Addis-Abeba et Asmara refusant le tracé actuel de leur frontière commune) ; elle a dû affronter une rébellion sécessionniste dans la vaste région quasi désertique de l'Ogaden où l'on exploite le pétrole destiné à la Chine.

- Enfin, pour couronner le tout, sous commandement tournant, les navires de guerre Américains, Français, Allemands et Espagnols qui composent la « Task force 150 » patrouillent en permanence à l'entrée du Golfe d'Aden, au large des côtes somaliennes et kenyanes par lesquelles s'infiltrèrent les « combattants » du Djihad, les trafics d'armes dont le rapport qualité/prix est excellent dans cette partie du monde.

- C'est pourquoi, je n'ai pas été personnellement surpris quand j'ai appris qu'une crise d'une violence majeure avait éclaté au Kenya, pays voisin de la Somalie – probablement base arrière du terrorisme somalien, mais pourtant classé touristiquement accueillant – et où un millier de personnes ont été massacrées et 70 000 personnes déplacées en 24 heures pour des raisons ethniques, à la suite d'un scrutin entaché d'irrégularités, remporté par le président sortant, M. Mwai Kibaki.

- Et, puisque j'ai évoqué la surprise, je n'ai pas été surpris non plus quand nous avons été informés de l'annulation du Rallye Dakar 2008, du fait de la récente activité islamiste liée à Al Qaida. Dans les zones qui devaient être traversées, quatre français ont été tués à 250 kilomètres de Nouakchott le 25 décembre tandis que trois soldats mauritaniens subissaient le même sort, au cours d'une embuscade deux jours plus tard. Une région grande comme la Belgique est déclarée « zone grise ». Ces événements sont d'autant plus déplorables que la

conjoncture économique s'est globalement améliorée en Afrique l'an passé (on fait état d'une croissance moyenne prévisible de l'ordre de 7 %).

D'une manière générale, les relations entre l'Union européenne et l'Afrique sont d'ailleurs actuellement loin d'être aussi satisfaisantes qu'on le souhaiterait, à propos des nouveaux accords de partenariat qui doivent être négociés avec les pays du continent noir. La vision essentiellement commerciale qui prévaut désormais à Bruxelles, et plus précisément au sein de l'équipe de négociation du Commissaire britannique Peter Mendelson, risque de compromettre durablement la coopération fructueuse établie du temps des conventions de Yaoundé et de Lomé.

► LA MONDIALISATION

Le deuxième grand dossier qu'il paraît nécessaire d'évoquer en ce début d'année 2008 est celui de la mondialisation en relation avec l'évolution principalement économique de ces derniers temps.

La mondialisation n'est pas une innovation. Elle a été engendrée par la révolution technologique des années 1960-1970. Elle s'est confirmée avec celle de l'informatique. L'ère de l'ordinateur est celle du téléphone portable qui permet quand on le veut, de s'informer, d'informer, de communiquer instantanément dans le monde entier grâce à la bienveillance des satellites. Mais chaque année qui passe, suscite des découvertes nouvelles auxquelles il nous est demandé de nous adapter en permanence si nous ne voulons pas vivre en dehors de notre temps. Paradoxalement, nous n'avons plus de temps pour rien, bousculés comme nous le sommes par les événements de notre propre vie. Nous ne prenons plus le temps de la réflexion. Nous sommes « dans un monde schizophrénique ».

« Nous vivons la mondialisation d'un monde constitué d'Etats-nations dans lequel viendrait se loger le marché global. Et personne n'envisage aujourd'hui, sauf dans les utopies les plus généreuses ou les plus dangereuses ou les ouvrages de science-fiction, la disparition de ces Etats-nations au profit d'un gouvernement global »¹

Cependant, nous avons commencé à comprendre - comme le dit l'ancien ministre Hubert Védrine - « que nous vivons la fin du monopole des Occidentaux sur l'histoire ». Ce sentiment est largement partagé, je pense, en Europe. Mais aux Etats-Unis qui pèsent toujours 27 % du produit brut mondial avec la plus forte armée du monde, j'en suis beaucoup moins convaincu. Il est vrai que l'Asie est devenue « un centre » sinon le centre de gravité de l'économie mondiale, mais cette Asie orientale ou sud-orientale est elle-même fragmentée dans des univers très différents : le Japon, la Chine, l'Inde pour n'évoquer que ses principales composantes.

Par ailleurs, dans le monde politiquement cloisonné qui est le nôtre « la destruction systématique des ressources naturelles de la terre a atteint un point où la viabilité des économies est en danger et où la facture que nous laisserons à nos enfants paraît être

¹ Jean-Paul Fitoussi – Analyse « Le Monde » du 4 mars 2007

impossible à régler ». Je serais bien pontifiant si cette vérité qui crève pourtant les yeux venait de votre serviteur, mais précisément elle nous est servie par le directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Achim Steiner, qui a présenté le 25 octobre dernier à New-York un rapport sur « l'avenir de l'environnement mondial » mettant en lumière les choix économiques contrastés qui ont aujourd'hui prévalu pour le développement et une situation écologique alarmante.

Lors de la conférence qui a réuni à Bali du 3 au 14 décembre dernier les délégués gouvernementaux de 187 pays, en vue de rechercher les modalités d'un accord qui assume la relève du « protocole de Tokyo » sur l'environnement fin 2012, puisque ledit protocole n'est entré en vigueur qu'en 2005 et n'a rien prévu au-delà de 2012, une « feuille de route » a fini par être établie. A défaut d'objectifs chiffrés (et pour cause les Etats-Unis de George Bush s'y opposent toujours formellement), on s'est mis d'accord sur un calendrier pour permettre de lancer des négociations qui devraient se conclure, avec un peu de chance, en 2009. Le processus formel de début des travaux devrait être lancé « dès que possible à Copenhague et pas plus tard qu'avril 2008 », pour s'achever en 2009. Ledit traité devrait être ensuite, comme il se doit, signé puis ratifié avant la fin de 2012.

L'Union européenne qui a joué un rôle très positif dans cette vaste rencontre, cite comme premiers motifs de satisfaction :

- la date-butoir de fin 2009 ;
- la lutte contre la déforestation, responsable de 20 % des émissions de gaz à effet de serre ;
- la mise au point des modalités de fonctionnement du Fonds d'adaptation prévu pour aider les pays en voie de développement à s'adapter aux impacts du changement climatique.

Il est désormais avéré, notamment depuis la publication du rapport du « Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat » (GIEC) le 17 novembre dernier à Valence (Espagne) que tout ce qui a été dit ou écrit ces dernières années à propos des effets nocifs des gaz à effet de serre sur la biodiversité menacée, l'accélération des phénomènes climatiques, - notamment de la fonte de la banquise trois fois plus rapide que prévue, l'accélération des cataclysmes hydrométriques, l'élévation du niveau de la mer et de ses conséquences potentiellement désastreuses au-delà d'un certain seuil - s'avère exact.

Il est grand temps d'agir en conséquence. Voilà une mission toute trouvée pour l'Union européenne : elle a l'appui de ses citoyens très largement ; elle donne un sens à un effort collectif de la communauté humaine (à une époque où – malheureusement – il n'y en a pas beaucoup d'autres). Et puis, si comme on peut l'espérer, la conférence de 2009 de Copenhague réussit, pourquoi l'Union européenne ne tenterait-elle pas de négocier avec les autres grandes parties prenantes de notre planète, la création d'une Haute Autorité mondiale pour l'environnement qui aurait précisément en charge le dossier de Kyoto II, ou post-Copenhague, un peu comme le fit Jean Monnet en 1950, lançant l'idée d'une Haute Autorité du Charbon et de l'Acier pour sceller économiquement des intérêts majeurs franco-allemands et ainsi permettre la réconciliation et la paix ?

La question des gaz à effet de serre et notamment du CO₂, ne peut se traiter isolément. Il faudra procéder graduellement, et sans doute dans le délai d'une vingtaine d'années, à une véritable révolution dans le domaine de l'énergie. Tout tend à démontrer que nous devons

nous apprêter à sortir de l'ère pétrolière. L'époque de l'énergie pétrolière sans limite et à bon marché se termine. Il conviendra de remettre progressivement en cause tout ce qui, pour nous chauffer ou nous véhiculer, nous fait dépendre de l'énergie pétrolière. Pas seulement parce que les cours viennent de nous faire un premier pied de nez, en allant jusqu'à dépasser de 50 cents les 100 dollars/baril à New-York le 2 janvier, mais parce que nous n'échapperons pas aux exigences d'un marché mondial où la part des nouveaux pays-continentaux en matière de consommation énergétique ira croissant. Disant cela, je pense en tout premier lieu à l'Inde et la Chine.

La Commission européenne a adopté le 22 novembre dernier ce qu'elle appelle un « plan stratégique » (ne vous inquiétez pas, aujourd'hui tout est baptisé « stratégique » à Bruxelles). Plan stratégique soumis aux méditations du Conseil, c'est-à-dire des Etats. C'est un travail appréciable ; une bonne base de départ pour un débat de fond. L'objectif est de développer une nouvelle génération de technologies à faible teneur de carbone dans une vision à relativement court terme

- d'ici à 2020, parcs éoliens maritimes et biocarburants de la deuxième génération ;
- d'ici à 2030, centrales électriques à combustibles fossiles faiblement émettrices de CO₂ grâce à de nouvelles technologies de capture et de stockage, les transports devant s'adapter progressivement à l'utilisation des biocarburants de deuxième génération et de piles combustibles à l'hydrogène ;
- pour 2050, et au-delà, la reconversion du système énergétique européen devra être achevée au profit d'un nouvel ensemble de technologies d'utilisation du charbon, du gaz, de l'hydrogène et, pour les Etats membres qui le souhaitent, de nucléaire en faisant appel à la fission de la quatrième génération.

Où le bât blesse-t-il ?

D'une part, les Européens continuent à être profondément divisés sur le nucléaire ; d'autre part, un bond en avant des budgets publics alloués à la Recherche et au Développement énergétique est indispensable, en commençant pour des raisons de rationalité technique, administrative et financière au niveau européen.

Mais le voudra-t-on ? *That is the question.*

Autre grande problématique de la mondialisation : celle du développement ordonné et équilibré du marché mondial.

Si chaque Etat se veut souverain en attendant une inévitable mutation politique (qui s'est d'ailleurs sérieusement amorcée dans l'Union européenne), le marché est, quant à lui, d'ores et déjà mondialisé. Il faut en avoir conscience.

Les grands groupes français cotés en bourse sont tous mondialisés et implantés là où il faut, c'est-à-dire dans des zones a priori de forte croissance. Ces grands groupes ne réalisent, en moyenne que 35 % de leurs chiffres d'affaires en France. Certains sensiblement, moins.

Si l'on prend le cas de notre voisine Allemande, que constatons-nous ? que les « étrangers » contrôlent plus de 50 % des groupes. C'est le cas de l'équipementier sportif Adidas (à 79 %) ; de Bayer (à 78 %) ; de la Commerzbank (72,5 %), de Continental (72 %). Enfin, selon le quotidien économique « Handelsblatt », ce sont les fonds de pension anglo-saxons

et d'investissements majoritairement arabo-asiatiques qui, d'une manière générale, détiennent plus de la moitié du capital des fleurons de l'économie allemande, membres de l'indice Dax à Francfort.

Nous sommes loin de l'époque du capitalisme rhénan des années 1960. Les cas français et allemand ne sont évidemment pas isolés. On a appris, par exemple, en décembre dernier que Renault va devenir le partenaire exclusif du premier constructeur russe Avtovaz, avec une participation de 25 % au capital de celui-ci. Avtovaz, fabricant de la Lada, est basé au cœur de la Russie, dans la ville de Togliatti qui porte le nom de l'ancien leader communiste italien de l'après deuxième guerre mondiale. Eltsine puis Poutine n'ont pas changé l'appellation de la ville. Togliatti, il est vrai, fut un « déstalinisateur », contrairement à Joseph Dougachvili qui, grand maître du Kremlin, transforma « Tsaritsyne » en « Stalingrad », avant que ce haut lieu de la deuxième guerre mondiale ne devienne « Volgograd ».

Dans le même registre, on apprend que Toyota vient de détrôner General Motors en devenant premier producteur mondial de véhicules à moteur et on prête d'ailleurs l'intention au groupe indien « Tata » (98 sociétés, 290 000 salariés, 28,8 milliards de chiffre d'affaires, spécialistes des petites voitures citadines bon marché à 2 000 dollars et moins) de racheter les marques emblématiques « Jaguar » et « Land Rover » à « Ford ». Un vrai symbole quand on sait qu'une Jaguar XKR se paye 100 000 euros.

Nous pourrions continuer longtemps sur ce registre, mais nous devons revenir aux grandes tendances de l'actualité, avec le pétrole aux alentours de 95-100 dollars/baril et la flambée des prix agricoles, mais aussi des métaux (+ 114 % en ce qui concerne le nickel, le cuivre, le zinc, l'aluminium). Ce qui explique qu'un peu partout on vole des métaux dans la vie courante.

Nous sommes incontestablement devant une vague inflationniste portée par la mondialisation. Qu'il s'agisse du pétrole, des métaux ou des produits alimentaires (lait, blé), l'envolée des cours a pour origine principale l'appétit croissant de l'Empire du Milieu, et dans une moindre mesure de l'Inde.

La hausse des produits agricoles et de l'énergie fait d'ailleurs que les pays émergents sont souvent en tête de la spirale inflationniste : 6,2 % de hausse des prix en Chine, 7,2 % en Afrique du Sud, 9,4 % en Russie. En Europe, en tout cas, dès la fin novembre, la Zone euro qui se veut une zone de stabilité monétaire, avait déjà atteint son niveau inflationniste le plus élevé depuis l'introduction de la monnaie unique en 2002 : 3,1 %. Aux Etats-Unis, c'est à 4,3 % en rythme annuel, qu'il s'est établi au mois de novembre.

La grande interrogation de ce début d'année 2008 concerne les Etats-Unis.

- D'une part en raison des élections présidentielles en perspective, étant donné le rôle considérable qu'a toujours joué l'hôte de la Maison Blanche, dans toute prospective américaine et mondiale.

- D'autre part, parce qu'il existe une menace de récession américaine. Ainsi « Le Figaro » du 5 janvier 2008 titrait sur quatre colonnes : « Le spectre de la récession se confirme aux Etats-Unis » et, fait curieux, « Le Monde » daté du 6-7 janvier proclamait à son tour, sur toute une page : « Etats-Unis : le spectre de la récession se précise ». En tout cas, le rythme des créations d'emplois n'a jamais été

aussi faible outre-Atlantique qu'en décembre 2007 (18 000) ; le taux de chômage est de 5 % (niveau le plus élevé depuis novembre 2005). Et puis, et surtout, la crise de confiance apparue l'été 2007 à la suite du pic de la crise immobilière américaine, est toujours bien là. Elle aurait également coûté un point de croissance aux « United States » l'année écoulée, selon les premiers calculs des économistes.

Pour autant, la contagion au reste de l'économie a pu paraître contenue. Mais, certains mauvais esprits demandent « pour combien de temps ? ».

Cette crise immobilière et bancaire dite des « subprimes » a eu des conséquences, notamment

- en Amérique latine, le marché américain employant traditionnellement bon nombre de Latinos, notamment dans le bâtiment ;
- à Wall Street ;
- pour les fonds de pension. Par exemple, le fonds de pension de l'Etat de Floride où sur les 50 milliards de dollars de placements à court terme, 2,2 sont désormais considérés comme des investissements spéculatifs. Abou Dhabi a dû venir à la rescousse du City Group, en investissant 7,5 milliards de dollars dans la première banque américaine, elle aussi fragilisée par la crise au point que son PDG a été « viré » en octobre dernier.

En France, pour les non-initiés, elle a eu des effets négatifs pour le Crédit Agricole, la grande banque française réputée « père » entre toutes ou presque.

La crise a également eu des retombées négatives en Grande-Bretagne et en Allemagne. Mais, ce sont les Etats-Unis qui sont demeurés en première ligne. Ainsi, encore fin décembre, on apprenait que la grande banque d'investissements américaine, Merrill Lynch, aurait demandé au fonds de l'Etat de Singapour – Temasek – une injection de 5 milliards de dollars ; tandis que le chinois « China Investment corp » venait de prendre une participation de 5 milliards de dollars chez Morgan Stanley.

Dans cette crise financière toujours ouverte, les banques centrales (FED américaine, Banque Centrale Européenne, Banque d'Angleterre, Banque Nationale suisse, Banque du Canada, etc..) ont été à la peine. Elles ont très bien tenu le choc, notamment grâce à leur action concertée. Mais cette mésaventure comporte des enseignements. Toute résurgence de telles tensions est indésirable sur le marché monétaire, le ralentissement économique attendu en Allemagne comme dans la Zone euro, relayant les craintes récessionnistes aux Etats-Unis, qui, s'il est plus marqué que prévu, le sera du fait précisément de ces turbulences financières. On comprend donc que la Réserve fédérale américaine ait proposé le 18 décembre une réglementation digne de ce nom des prêts immobiliers. Les prêteurs auraient désormais l'obligation d'examiner la capacité de remboursement des emprunteurs, de vérifier leurs sources de revenus etc..

Tentons de rester optimistes : 2008 est une grande année électorale aux Etats-Unis et on peut donc légitimement « s'attendre à ce que tout l'arsenal à disposition pour enrayer le ralentissement économique soit déployé »¹

¹ « Le Figaro » - Carole Panazian : 2 janvier 2008

► **UNION EUROPEENNE : QUITTE OU DOUBLE**

L'année 2007 s'est plutôt bien terminée pour la construction européenne *stricto sensu*.

Le 12 décembre, le Parlement, la Commission et le Conseil ont solennellement proclamé la Charte des droits fondamentaux à Strasbourg. Charte qui, cependant, ne deviendra contraignante qu'avec le traité de Lisbonne entré en vigueur, c'est-à-dire ratifié. C'est un document qui a le mérite de reprendre en un texte unique l'ensemble des droits civiques, politiques, économiques et sociaux des citoyens des Etats membres de l'Union européenne. Ce fut aussi une occasion pour les souverainistes et les communistes, fraternellement réunis, de déployer leurs banderoles pour dire leur opposition à la ratification du traité de Lisbonne par la voie parlementaire. Fait notable, Francis Wurtz, président du groupe parlementaire communiste a qualifié cette manifestation de « chauvine, anti-européenne, indigne » et l'a condamnée.

Le 13 s'est déroulée dans la capitale portugaise, la cérémonie de signature officielle des traités dits de « Lisbonne » (« l'Union européenne » et « le fonctionnement de l'Union européenne »). Ces textes qui se substituent au défunt projet de traité constitutionnel se présentent de façon séparée. Je ne vais pas en reprendre l'analyse puisque je l'ai déjà présentée, pour l'essentiel, le 25 octobre dernier.

Dans son discours de politique étrangère du 13 novembre dernier, Gordon Brown, s'est positionné comme un « globaliste » réaliste, pour renforcer le rôle du FMI dans la prévention des crises internationales, de la Banque mondiale dans le domaine de l'environnement, du G8 en ouvrant plus largement ses portes aux pays émergents. Mais sur les problèmes de la construction européenne, il est resté discret. En fait, Gordon Brown, au plus bas dans les sondages alors que l'année 2007 lui a été relativement favorable, se montre d'une prudence de sioux sur le sujet.

Mais, revenons en France où le Conseil constitutionnel a estimé nécessaire le 20 décembre dernier, une révision de la Constitution. Un projet de révision de certaines dispositions constitutionnelles sera soumis aux députés le 14 janvier, aux sénateurs le 28. Les uns et les autres feront le voyage de Versailles le 4 février. Enfin, la loi de ratification sera votée le 7 février par l'Assemblée nationale et le 8 par le Sénat.

Signalons, par ailleurs, au passage que le Parlement hongrois est le premier à avoir ratifié à une majorité écrasante (325 voix pour, 5 contre) le projet de Lisbonne. Parmi les pays qui vont être amenés à se prononcer – en principe 26 sur 27 le feraient par voie parlementaire. Seule l'Irlande a annoncé son intention de se prononcer par référendum.

Un mot encore concernant le Traité de Lisbonne pour dire que nous avons apprécié qu'un groupe de 16 Etats membres ait adopté une déclaration confirmant la valeur et la signification qu'ils continuent à attacher aux symboles européens :

le drapeau, avec son cercle de 12 étoiles sur fond bleu ;
l'hymne basé sur l'Ode à la joie de la Neuvième symphonie de
Ludwig van Beethoven ;

la devise : « Unie dans la diversité » ;
la journée de l'Europe du 9 mai.

Ce ne sont pas des gadgets. Nous voulons espérer que la France rejoindra les Etats qui n'ont pas plié sur ces points, parmi lesquels l'Allemagne, même si en chaque occasion solennelle notre Président de la République place à ses côtés le drapeau européen auprès du drapeau national, comme le faisait son prédécesseur.

En décembre encore, nous avons eu la réunion du Conseil européen, le 14 à Bruxelles. Une très longue suite de « conclusions » a été adoptée : le type même du texte – ramasse tout, indigeste, inaccessible à la plupart. C'est dommage car il y a de nombreux éléments très positifs dans ce condensé : la décision de « mettre en place une politique globale des migrations qui complète celle des Etats-membres est présentée comme une priorité essentielle » ; les intentions de « progresser » dans la mise en œuvre d'un régime d'asile européen, en vue de sa création d'ici la fin de l'année 2010, ainsi que dans le renforcement de la coopération policière et judiciaire, sont d'autres priorités. De même, le Conseil européen demande « des progrès rapides concernant la directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal » et « salue la récente nomination d'un coordinateur européen de la lutte contre le terrorisme »¹. De plus, rappelant les conclusions du Conseil des 8 et 9 novembre 2007 sur la cybercriminalité, le Conseil souligne qu'il est nécessaire de franchir de nouvelles étapes en vue de l'adoption d'une politique cohérente de l'UE.

Dans un autre domaine, le Conseil européen se félicite de la création d'un Institut européen d'innovation et de technologie, confirme l'importance qu'il attache aux programmes européens de navigation par satellite Egmos et Galileo, projets qui doivent aboutir en 2013 à une infrastructure mondiale de navigation par satellite.

Autres points encore faisant l'objet des « conclusions du Conseil :

- l'approbation de l'accord intervenu sur la mise en œuvre et le suivi des politiques dites de « flexsécurité » (nouveau mot à la mode).
- les questions relatives au changement climatique.
- la politique intégrée de l'UE en matière d'énergie, de climat, de gestion durable des ressources naturelles, de biodiversité, etc.

Sur le plan externe, le Conseil européen a consacré une place privilégiée au Kosovo, où toutes les possibilités de faire aboutir le processus de négociation ont été « épuisées ». Aucun accord mutuellement acceptable n'a pu être obtenu ni des Serbes, ni des Kosovars. Le Conseil européen a estimé, en accord avec le Secrétaire général des Nations Unies, que « le statu quo au Kosovo » n'est pas pour autant « tenable ». Il a souligné la nécessité de « progresser vers un règlement de la question du Kosovo, indispensable pour la stabilité de la région ». Comment ? on ne nous le dit pas... ; la seule chose que l'on sache c'est que le Kosovo (je cite) « devrait être démocratique et multiethnique, attaché à l'état de droit et à la protection des minorités, des patriotismes culturel et religieux ».

De plus, le Conseil européen a cru pouvoir réaffirmer que l'UE était « prête à aider le Kosovo à progresser vers une stabilité durable, y compris en envoyant à Pristina une mission de la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) », c'est-à-dire d'une force civile formée pour aider les autorités kosovares.

¹ Gilles de Kerchove

Parallèlement, le même Conseil européen s'est efforcé d'amadouer les Serbes auxquels on ne demandera plus avec la même insistance de livrer ses « criminels de guerre ». Ainsi formule-t-il le vœu d'une « Serbie pleinement intégrée dans la famille des nations européennes ». La première étape du parcours étant la signature d'un « accord de stabilisation et d'association » avec une Serbie dont la « progression vers l'Union européenne, y compris l'octroi du statut de candidat, peut être accélérée ».

Sans doute n'est-on pas totalement insensible à cet appel du pied à Belgrade, mais de là à feindre de croire que la Serbie acceptera de souscrire à l'indépendance d'un Kosovo devenu à 90 % albanophone, mais qu'elle considère comme la matrice de la nation serbe, on peut avoir les plus grands doutes, d'autant que les Serbes ne sont pas totalement isolés. Ils bénéficient de l'appui de la Russie qui dispose, on le sait, d'un droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les pays de l'UE, considérés individuellement, sont eux-mêmes divisés. Certes, une forte majorité dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, la Pologne ne voient pas d'autre solution qu'une « indépendance internationalement surveillée » du Kosovo, l'Union européenne étant en charge de cette surveillance avec l'appui de la force armée de l'OTAN déployée là-bas depuis 1999, avec les 15 000 hommes de la KFOR. Une minorité d'Etats membres de l'Union européenne - l'Espagne, la Slovaquie, la Grèce, la Roumanie et Chypre - estiment que la création d'un Etat Kosovar sans accord de Belgrade et sans feu vert du Conseil de sécurité crée un « précédent dangereux », avec des conséquences imprévisibles pour la stabilité de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine voisines.

Néanmoins, personne ne peut plus reculer – les événements vont donc se précipiter : les modalités de l'envoi de la force civile européenne devraient être précisées le 28 janvier, entre le premier et le deuxième tour des élections présidentielles serbes programmées les 20 janvier et 3 février 2008. La déclaration d'indépendance du Kosovo suivrait.

Un mot encore sur ce Conseil européen de Bruxelles pour nous permettre de nous étonner sur un point qui concerne plus particulièrement Nicolas Sarkozy. Les 27 ont, en effet, décidé de désigner l'ancien Chef du gouvernement socialiste espagnol, Felipe Gonzalez à la tête du groupe voulu par lui pour ouvrir une réflexion fondamentale sur les frontières de l'Europe, à la suite du débat franco-français sur la Turquie. Mais ce groupe dont la création vient d'être confirmée, aura, en fait, un mandat beaucoup plus général. Il traitera du futur de l'Europe à l'horizon 2020-2030. Il serait, pour ce faire, composé de neuf personnalités et l'on sait déjà que M. Gonzalez aura deux Vice-présidents déjà désignés, Vaira Vike-Freiberga, ancienne présidente de Lettonie, et l'ancien patron de Nokia, Jorma Ollila, appuyé par les Britanniques. Le groupe commencera à travailler au début du prochain semestre qui sera celui de la présidence française.

Ceci dit, l'Union européenne ne cesse de s'agrandir. Ainsi les Maltais et les Chypriotes ont rejoint le 1^{er} janvier la zone Euro qui compte désormais 15 Etats-membres, même si les derniers arrivants ne représentent que de petites entités étatiques. Le Royaume-Uni a beau toujours refuser d'adopter l'Euro, ses bases militaires à Chypre ont dû y procéder, bien qu'elles ne fassent pas formellement partie de l'Union européenne que le Royaume-Uni a pourtant rejoint en 1973. Tous les prix sur ces 255 km² de terres britanniques sont donc aujourd'hui affichés en euros et en livres chypriotes comme dans le reste de l'île.

La zone euro intéresse désormais 318 millions d'européens sur les 493 que compte l'Union européenne. Par ailleurs, l'espace Schengen a élargi ses limites. Neuf des dix pays qui ont adhéré à l'Union en 2004 ont rejoint cet espace de libre circulation créé par accord intergouvernemental autour de la France et de l'Allemagne en 1985 et qui n'a cessé de s'élargir au-delà même de l'Union européenne puisque aujourd'hui les Norvégiens et les Islandais perdus dans le grand Nord, y adhèrent. De plus, Schengen fait désormais pleinement partie de l'Union européenne. Le système est protégé par un centre de contrôle basé à Strasbourg, surveillé comme une base militaire. C'est à Strasbourg que le « cerveau » du système centralisateur de données (SIS) sur la criminalité et les demandes de visa est établi. Il est accessible 24 h sur 24 depuis n'importe quelle cellule de police ou de gendarmerie et par terminal portable. Ainsi, peut-on circuler librement, aujourd'hui, dans 22 Etats membres de l'Union, outre les pays indiqués. Chypre devrait suivre cette année. La Bulgarie et la Roumanie en 2011. Le système SIS sera encore renforcé en 2009 tant il peut paraître audacieux de prétendre contrôler un tel espace géographique et administratif.

2008 s'ouvre d'ailleurs symboliquement sous la présidence souriante d'un des nouveaux Etats membres de l'UE pour la première fois depuis qu'elle existe, la petite Slovénie, indépendante depuis 1991 et membre de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, avec deux millions d'habitants et un très petit débouché sur la mer Adriatique.

Voilà le bilan que je fais de l'année 2007 et l'ébauche de perspective que j'ai tenté de dégager pour l'année 2008. Quand on prend la peine d'essayer de comprendre ce qui se passe à nos portes et dans le monde, on mesure mieux l'énormité des tâches auxquelles les hommes et les femmes de notre temps sont confrontés, mais aussi le travail considérable et bienfaisant qui a été accompli par la construction de l'Europe, avec toutefois ce sentiment que, si nous en restions là, tout ce que nous pouvons légitimement penser comme acquis en ce moment pourrait être balayé, remis en question. Alors, je vous en prie, ne baissons pas la garde !

Jean-Pierre Gouzy
8 Janvier 2008